

ÉTHIQUE ET POLITIQUE

Élie P. NGOMA-BINDA,
Professeur Ordinaire
à l'Université de
Kinshasa. Membre du
Conseil de rédaction de
Congo-Afrique.
bindadekin@gmail.com

A utant que nombre de détenteurs du pouvoir politique, l'opinion publique estime généralement que, pour pouvoir fonctionner de façon efficace, l'activité politique doit inévitablement être immorale ou, tout au moins, machiavéliquement amoral. Dans le secteur de l'action politique, on aurait immensément tort de s'encombrer de normes éthiques. Le monde politique serait un espace froid et sans états d'âme, incurablement peuplé de menteurs, de crapules, de gangsters et de rapaces sans foi ni loi. La pratique politique n'entendrait de langage clair et net que celui de l'intérêt personnel, du profit le plus grand possible pour soi-même ou pour sa propre famille, politique et/ou biologique, profit qu'il faut engranger au moyen des pratiques les plus variées et les plus nombreuses possibles, y compris les plus sadiques pourvu qu'elles soient, toutes, efficaces selon les prescrits de la doctrine machiavélienne : celles de gros détournements, de vols copieux éhontés, de fraudes, de tripatouillages, d'hypocrisie, de corruption, de démagogie, de cynisme, de coups bas, de mensonges grossiers, d'intrigues sordides voire d'assassinats impitoyables.

Face à une telle vision négative de la politique, et malheureusement très profondément ancrée dans les esprits et dans les pratiques, il est indispensable de travailler à la *civilisation* des mœurs et conceptions relatives à l'activité politique. Et, en revanche, il faut affirmer et célébrer le mariage qui doit absolument se nouer entre l'éthique et la politique pour espérer créer une réelle société prospère, puissante et agréable à vivre pour chacun des compatriotes.

Après avoir rigoureusement argumenté pour l'exigence de la morale dans la politique, Emmanuel Kant, philosophe allemand parmi les plus grands de l'humanité, conclut : « *La vraie politique ne peut donc faire un pas avant d'avoir rendu hommage à la morale*¹ ». Il veut dire en cela que, pour être

1 Emmanuel KANT, *Vers la paix perpétuelle* (traduit par Jean Darbellay), Paris, PUF, 1974, p. 155.

vraie, authentique, toute pratique politique doit impérativement être fondée sur l'éthique. Il affirme l'importance de la vertu morale dans la gestion des affaires communes d'une communauté étatique, d'une nation, et même de la communauté cosmopolitique. Autrement dit, il est absolument faux de croire qu'on ne peut faire de la bonne politique qu'en évitant d'intégrer les vertus morales dans l'agir, comme Nicolas Machiavel le préconisait naguère².

À juste titre, la pensée philosophique sage – rationnelle et raisonnable – considère que l'authentique politique de gouvernement des nations se nourrit de valeurs éthiques. La morale est source de bonne gouvernance politique. Quiconque affirme l'inutilité de la morale en politique est soit éminemment idiot, soit effroyablement anarchiste. Dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être mis sous surveillance étroite, et doit être démocratiquement empêché d'entrer en politique. S'il s'y trouve déjà, il doit en être expulsé, en usant de moyens démocratiques, mais forts et fermes.

Aucune vie en société humaine ne peut ni tenir ni progresser sans la morale dans la gouvernance. *De toute action humaine, la morale est l'autorité à la fois législative et judiciaire en dernière instance.* La politique n'est d'excellente qualité et de réelle honorabilité que si elle est supportée et portée par le piédestal de la moralité.

La vision éthique de la pratique politique est exigée de toute communauté politique qui entend se gouverner correctement pour émerger, pour faire du progrès, et pour accroître sa capacité à être acceptée par ses citoyens et par les autres communautés nationales du monde.

M'inscrivant dans le registre de cette vision de la politique comme *agir public éthique*, en vue d'un correct et efficace gouvernement du destin des citoyens et de la patrie, j'entreprends de m'adresser à nos compatriotes, hauts fonctionnaires, gestionnaires et dirigeants politiques spécialement, pour leur rappeler cette même exigence de moralité réaffirmée, pour la France, à son arrivée au pouvoir par le Président de la république française, l'économiste-philosophe Emmanuel Macron (qui a fait adopter, le 15 septembre 2017, la loi sur la moralisation de la vie politique) en conformité, en quelque sorte, au noble prescrit d'Emmanuel Kant.

Je ne lève aucune ambition de servir, ici, un plat de leçons magistrales, de faire ingurgiter des vérités toutes faites à des têtes assurément ou sans doute déjà bien faites. Néanmoins, j'assume le devoir de redire des vérités éternelles – erronément supposées déjà trop connues, vieilles, voire démodées – pour mieux les faire voir et les faire intérioriser.

Je juge cette tâche indispensable, et je viens donc inviter tous ceux et toutes celles qui liront le présent écrit à considérer, avec moi, que l'éducation à la bonne citoyenneté, dont la substance est inévitablement déontique

2 Nicolas MACHIAVEL, *Le Prince*, suivi de *Choix de lettres*, Paris, Librairie Générale Française, 1972.

et surtout éthique, constitue une nécessité absolue. S'il est légitime que l'éducation commence avec les tout petits enfants, en famille, à la maternelle, il est indispensable qu'elle soit continuée à l'école, du primaire à l'université, et qu'elle soit constamment renforcée auprès des personnes adultes et, de manière absolument urgente, auprès des dirigeants politiques. La présence de la morale dans toute action publique est indispensable du fait que les conséquences de son absence sont toujours à court, moyen ou long terme, catastrophiques et incommensurables pour les autres, pour le peuple, pour des générations de compatriotes.

J'invite à la réflexion profonde, pour mieux faire percevoir l'importance de se conformer, en toute chose et dans toute décision dans la pratique politique spécialement, aux valeurs morales admises et exigées par la raison saine et la vie en société³. Car c'est la voie de la vraie vie de l'humanité. J'entends faire réfléchir, faire prendre conscience, en relevant des questions sensibles touchant à la moralité dans l'exercice difficile ou, tout au moins, malaisé, des responsabilités publiques que sont celles des hauts fonctionnaires, et des dirigeants politiques au sommet de la république.

En tout cas, j'avance ici ma conviction, celle qui pose la moralité en ressort indispensable d'une vie d'acteur public réussie et honorable, rendant efficacement service à chacun des citoyens au sein de la nation. À cet effet, je propose, avec insistance, des orientations civiques et morales qu'il est logique de juger nécessaires et incontournables si nous voulons remporter la victoire dans notre lutte commune pour le développement de la nation et la vie bonne pour chacun de nos compatriotes.

C'est, entre autres, Patrick Dobel⁴ qui nous fait remarquer qu'on ne saurait ignorer les difficultés, obstacles et manières de faire sordides liées aux charges d'agents de l'administration publique de l'État, comme hauts fonctionnaires et comme acteurs politiques importants. Nous savons fort bien que les charges politiques sont peuplées de réalités particulièrement troublantes et frustrantes, autant qu'elles contiennent nombre de privilèges, de raisons de fierté, de motifs de satisfaction et d'épanouissement personnel.

Et, plus que dans le privé sans doute, l'assomption des charges publiques connaît un destin paradoxal. La charge est noble et difficile, lourde et, très souvent, ingrate. En effet, qui assume mal ses obligations, en commettant des erreurs, même bien malgré lui, est aussitôt couvert de dénigrement, de mépris sinon de haine, et est éventuellement sanctionné, parfois

3 Je m'emploie à cette tâche éducative argumentative dans plusieurs de mes livres, spécialement dans ceux-ci : 1) *Principes de gouvernance politique éthique. Et le Congo sera sauvé*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia-Bruylant, 2009 ; 2) *La participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, Kinshasa, Ifep, 2005 (4^e éd. 2020) ; 3) *Pouvoir et moralité dans les affaires publiques*, Matadi, Ministère de la Nouvelle Citoyenneté, 2014 ; 4) *Éthique des affaires économiques*, Kinshasa, Médiaspaul, 2014.

4 Patrick J. DOBEL, *Intégrité morale et vie publique* (traduit de l'américain par Bernard Vincent), Paris, Nouveaux Horizons, 2006.

injustement. Et même quand on s'efforce de bien faire, il y a encore des conditions et situations qui incitent au découragement, par exemple les pressions exercées par des supérieurs, les coups-bas, la jalousie, la délation, le clanisme, ou encore des sollicitations à verser dans la concussion ou dans la corruption.

C'est pourquoi Dobel est catégorique : la politique est « l'une des activités humaines les plus difficiles ». Elle l'est parce que, et principalement, son essence comme service noble à la société nécessite quantité de vertus morales en même temps que sa pratique les repousse en règle générale, en dépit des avantages évidents qu'elles apportent dans la vie en communauté.

Si le refus des vertus morales est une donnée générale et courante dans le comportement des acteurs politiques (comme des opérateurs économiques à l'esprit capitaliste pur et dur), cette attitude n'entraîne pas moins de graves préjudices aux nations, et à la nôtre de manière particulière, le Congo se voulant « démocratique ».

À ce jour, notre pays se situe parmi ceux qui sont au plus bas de l'échelle mondiale en termes de vie bonne de ses citoyens. Pourtant, il serait indiscutablement l'un des pays les plus riches au monde s'il possédait autant de richesse morale que ses abondantes ressources naturelles. La vertu morale est une ressource précieuse. Elle est nécessaire en tant qu'elle est, avec l'intelligence et le travail rigoureux, le fondement du développement des nations comme de toute vie bonne. Mais, dans notre république, la moralité est malheureusement la ressource la plus rare dans les actions et efforts de gestion, présumés sincères, qui sont déployés par les dirigeants politiques.

De toute évidence, ce ne sont ni les richesses matérielles ni les ressources intellectuelles qui ont manqué, ou qui manquent, pour amorcer le développement de notre pays. Ce qui manque, ce sont, au contraire et essentiellement, les ressources morales comprises comme vertu de respect des lois et des engagements, vertu d'effort à l'excellence, vertu d'intégrité morale, vertu de discipline, vertu d'amour de l'autre et de la patrie. Ainsi que l'expérience nous le fait voir, le mépris des vertus morales mène inévitablement les nations à la ruine.

C'est dire qu'avec l'immense capital d'intelligence qui est présent dans les têtes de nos élites, hommes et femmes, si la conscience morale se met à germer, s'installe et œuvre dans l'âme des acteurs politiques, notre nation se placera de manière rapide et décisive sur la voie de la prospérité, de la grandeur, de la respectabilité, de la dignité et de la joie d'exister maximale pour chacun de ses fils et chacune de ses filles.

La voie du décollage, de l'émergence et de la réussite se situe dans la détermination de chacun, et des dirigeants publics en tout premier lieu, à s'en tenir à la discipline d'une vie de vertu rigoureuse dans les affaires publiques.

La vie morale, dont l'honnêteté est une composante essentielle, est le fondement de toute possibilité de vie en société, et la source de conjugaison volontaire des énergies nécessaires à la réalisation de la destinée commune. Mais elle demande de la volonté, du courage et une grande capacité de justice à la fois rémunérative et punitive⁵. La volonté de choisir de toujours faire ce qui est juste et bien pour tous est source de prospérité. Le courage de vivre selon la vertu morale dans les affaires publiques engendre le bien pour chacun des citoyens et pour la nation entière. La sanction contre les chutes volontaires dans l'immoralité redresse et élève la patrie.

Avec l'intelligence rationnelle, la morale est clé de la paix, du progrès et de la puissance des nations. S'il est sincère face à sa mission de conduire sa population à la vie heureuse, tout gouvernant assume le devoir de se comporter de manière vertueuse, en toute chose et à tout instant dans les affaires publiques à sa charge. C'est le secret de base du progrès réel et durable des nations.

Le mariage de l'éthique et de la politique est une nécessité dans toute gouvernance qui se veut efficace, bonne et démocratique. Quiconque refuse la moralité dans la gouvernance déteste et rejette la démocratie, laquelle est, si elle est bien conçue et bien mise en pratique, la seule forme de gouvernance politique qu'un jugement sain des choses doit considérer comme la plus désirable eu égard, essentiellement, aux vertus morales et sociales qu'elle revendique et qu'elle s'efforce de faire exister dans la société. Tout dirigeant qui rejette la vertu morale mais clame pourtant faire vivre la démocratie doit être détecté souffrir du mal horrible de cécité intellectuelle ou de mauvaise foi caractérisée.

Ainsi, la plus grande guerre qu'un grand homme politique doit mener est celle contre lui-même comme être de vices d'égoïsme, d'insincérité et de malhonnêteté. Sa plus grande victoire sur lui-même est d'arriver à se libérer de la soif exagérée du pouvoir pour soi-même. Se libérer, c'est surmonter le mal d'égoïsme, le souci excessif pour son bien personnel ; se libérer, c'est penser et travailler à l'avènement de la vie la plus heureuse possible pour tous dans la communauté. L'effort de lutte victorieuse contre ses propres insuffisances fait la grandeur de l'homme.

Un homme d'État, un grand homme politique, est celui qui considère la politique comme une activité très sérieuse à réaliser au bénéfice de tous, et non comme un simple jeu rivé sur la jouissance personnelle sans freins ni gêne d'égoïstes plaisirs sans cesse renouvelés et à jamais inassouvis – dans la légèreté et l'insouciance totale.

La recherche de l'enrichissement colossal égoïste, de la gloire et de la jouissance personnelles, vices cardinaux d'hommes politiques minables, s'origine au rejet du sens de moralité et conduit à la déconsidération du droit

5 Phambu NGOMA-BINDA, *Principes de gouvernance politique éthique. Et le Congo sera sauvé*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia-Bruylant, 2009.

à la dignité des autres, de ses compatriotes. L'évacuation de la morale de la sphère politique est la plus grande source de l'auto-déchéance des hommes au pouvoir, de l'impuissance des cités humaines, et de la permanence des misères dans la vie des individus et des nations.

Si notre peuple – au nom duquel nos acteurs politiques, gouvernants et opposants, adorent tous parler – connaît une situation économique et sociale si misérable et si indigne par rapport à nos aspirations légitimes, par rapport à celle des autres peuples autour de nous, ou probablement par rapport au passé, c'est, indubitablement, parce qu'il y a, ancré dans les esprits vivant d'égoïsme, un mal terrible et fondamental qui ronge la pratique politique et qui la gangrène, à savoir, le manque d'éthique au cœur du fonctionnement de nos affaires publiques.

Si elle permet aux seuls dirigeants et opportunistes politiques de s'enrichir et de vivre dans l'opulence et l'arrogance, dans le luxe et le gaspillage ostentatoire, toute gouvernance politique dépourvue d'éthique entraîne par contre et inévitablement la nation vers sa chute irréversible précédée de fâcheux malheurs du pataugement, du sous-développement, de la pauvreté et de la misère généralisée imméritée.

Dans toutes les nations, les acteurs au pouvoir portent, plus que les opposants politiques pacifistes, la plus grande et plus lourde responsabilité de la misère du peuple. Souvent dépourvus de sens élevé d'éthique, leur comportement politique immoral corrompt absolument et contamine quasi entièrement tous les autres citoyens, les agents publics de l'État en particulier, à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie publique.

Dans un livre intéressant et de grande importance en tant qu'il traite d'éthique en politique, Benoît Girardin fait, d'entrée de jeu, le constat suivant :

Les enquêtes menées sur tous les continents quant à la confiance que les gens placent dans les institutions démontrent [toutefois] la faible crédibilité des politiciens et de la politique. Ils sont souvent perçus comme fascinés par les jeux de pouvoir, égoïstes et corrompus, défendant des intérêts particuliers en place et lieu du bien commun et des différents segments de la population. Pour beaucoup, l'éthique en politique semble une contradiction dans les termes, même si de nombreux politiciens s'efforcent à donner le meilleur pour la cause commune de leur pays ou de la communauté internationale⁶.

De fait, l'expérience tirée de l'observation des actes des dirigeants politiques indique que ceux-ci ne bénéficient quasiment guère de la confiance du peuple quant à leur comportement éthique et à leur capacité de travailler effectivement pour le bonheur de tous dans la communauté. Et ceci l'est de façon absolue dans les sociétés mal gouvernées. Ils sont

⁶ Benoît GIRARDIN, *L'éthique : un défi pour la politique. Pourquoi l'éthique importe plus que jamais en politique et comment elle peut faire la différence*, Genève, Globethics.net, 2014, pp. 12.

généralement vus comme des personnages cyniques, machiavéliques, insouciant, ne s'occupant guère avec sincérité du sort du peuple, focalisant viscéralement leur attention sur leurs propres intérêts et avantages à engranger à partir de leur position privilégiée, paradoxalement offerte à eux par ce même peuple.

Même quand, de temps en temps, ils en appellent à la morale et au civisme dans la conduite des citoyens, les dirigeants politiques se comportent eux-mêmes en contradiction flagrante et entêtée face aux règles morales et prescriptions civiques qu'ils clament et proclament dans leurs discours. Ils se servent, eux-mêmes, copieusement et quasi exclusivement, alors même qu'ils clament servir le peuple.

Généralement, leurs paroles sont des mensonges ; leurs promesses de la démagogie populiste ; leurs actions des actes stratégiques posés pour des intérêts personnels immédiats ou à venir dans le court terme, la réélection spécialement. Leur souci majeur voire quasi unique est celui de s'assurer la place la meilleure dans la compétition, entre eux, pour la popularité auprès des masses naïves, pour la « bonne santé » de leurs poches à partir des finances puisées dans les caisses publiques, et pour se garantir les moyens du maintien de soi éternel sur le fauteuil du pouvoir contre les opposants qu'ils décrètent, gratuitement, envieux et jaloux et qu'ils accusent de faire la politique du « ôte-toi que je m'y mette ».

Pour cela, il leur faut déployer du véritable génie qui puisse permettre d'assouvir au maximum leurs insatiables avidités pour l'accumulation des richesses. Ils se créent des cercles d'élaboration des stratégies les plus efficaces pour opérer les plus grosses quantités possibles de détournements de fonds puisés dans les caisses de l'État, pour se faire de l'argent, beaucoup d'argent, le plus d'argent possible, qu'ils s'emploient ensuite à placer dans des immeubles somptueux et au luxe insolent au cœur de la ville, dans des ranchs aux étendues à perte de vue dans le faubourg ou la province la plus proche de la capitale et, plus encore, dans des paradis fiscaux aux Émirats Arabes, aux Îles Vierges, aux Îles Caïmans, aux Îles Samoa, au Panama, à Bangkok, à Hong Kong, à Dubaï ou ailleurs pour leur propre jouissance, celle de leur petite progéniture et celle de leurs thuriféraires les plus zélés et les plus astucieusement proches.

Les informations révélées au monde par les Panama Papers (en Avril 2016 et pour ne parler que de celles-là) ne peuvent que susciter indignation, colère et révolte de la part du peuple sauvagement spolié et cyniquement confiné dans une misère abjecte à la suite de tant d'actes éhontés de corruption, de détournements, de vol qualifié, de fraudes et d'évasions fiscales de grosse ampleur, et de caractère crapuleux. Ces agissements sont à la fois et simplement scandaleux, tragiques, et malheureusement sans freins ni fin, parce que jamais punis.

Il est absolument insupportable, tant sur le plan éthique que sur le plan légal, que des millions de concitoyens croupissent éternellement dans la pauvreté et la misère ou que des routes, des cases, des formations médicales et des écoles en pailles sans pupitres soient si honteusement délabrées quand les dirigeants politiques, avec leurs familles et proches collaborateurs, s'en vont dans des pays lointains cacher des fortunes colossales volées et qui auraient dû servir à construire des infrastructures routières, scolaires ou médicales pour « le social » du peuple, et pour la tant vantée « émergence » de la nation et la vie bonne des compatriotes. Il est très surprenant que nos dirigeants politiques, détourneurs cyniques des biens communs de la république, se proclamant pourtant être de vrais et intransigeants « nationalistes » et « souverainistes », n'arrivent guère à comprendre que toute monnaie cachée ailleurs sert aux autres, aux citoyens du paradis d'accueil, et non à leurs propres compatriotes et, parfois, même pas à eux-mêmes.

C'est simplement cruel et absolument tragique que, le sens éthique étant allègrement évacué, le dirigeant politique vole les deniers publics de ses propres compatriotes, et qu'en parfait bandit international, il s'en aille très loin dans les pays étrangers les investir pour servir au développement et à la vie heureuse des autres. Plus qu'une « charité » mal ordonnée, les croyants de vraies religions, chrétiens, musulmans et autres, doivent à coup sûr y voir un comportement décidément satanique, inspiré par le diable en personne.

Les très nécessaires et précieuses vertus civiques de confiance, de patriotisme et de loyauté qui sont exigées du peuple par les dirigeants politiques vis-à-vis d'eux et vis-à-vis de la patrie ne peuvent véritablement s'inscrire dans les cœurs et comportements des citoyens que si la gouvernance politique s'institue et s'exerce en stricte conformité à ces mêmes vertus morales.

Accompagnée d'un travail intelligent, acharné et de haute qualité, seule la *gouvernance politique éthique* est source du développement, de la stabilité des institutions et de la paix durable des nations. Gouverner sur des bases éthiques c'est travailler, dans la sincérité, à la promotion effective du bien commun pour l'intérêt de tous, à l'amélioration des conditions de vie du peuple, à l'effort de lutte volontariste et sincère pour reculer les frontières de la corruption, de l'insouciance, de la pauvreté absolue, de la misère sévère, et de la mort précoce de ses concitoyens.

Aucune émergence économique, sociale et culturelle n'est à attendre à toute échéance fixée aussi longtemps que le pays souffrira de grave absence de discipline et de conduite morale dans la gestion des affaires publiques. On doit, en effet, bien le noter et le répéter : l'immoralité jamais punie est la source fondamentale de notre sous-développement, de notre pauvreté,

de nos misères chroniques et de notre honte comme peuple se voulant souverain et digne d'être respecté⁷.

Le peuple – pauvre peuple – n'a aucune chance de voir ses conditions de vie s'améliorer de manière effective et efficace si les acteurs politiques à la tête des affaires publiques ne prennent point la résolution patriotique de se convertir, de bâtir leur gouvernance sur l'éthique de l'intégrité morale et de l'amour sincère, celui de la patrie et de leurs compatriotes.

Nous avons à nous ressaisir, et le plus tôt possible si, réellement, nous désirons développer le pays et léguer un avenir relativement agréable, honorable et heureux à nos enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et autres générations à venir. Nous avons le devoir, impérieux et urgent, de nous réveiller, et de commencer à agir autrement, en plantant chacun de nos actes dans l'humus fertile de la moralité.

Nous savons que, insérés dans les mailles d'une économie mondialisée, nous sommes et demeurons, plus qu'à l'étape de la colonisation, après celle de la traite négrière, des objets exploitables à merci par les autres à l'avidité acquisitive immense et sans pitié. Mais, continuer à blâmer « l'impérialisme capitaliste » au-delà des décennies entières d'indépendance politique, à jeter toute ou la plus grosse responsabilité de nos misères sur l'autre, c'est se rendre volontairement aveugle, en fermant les yeux sur les causes réelles et profondes de nos peines et misères cruelles. Nous avons à avoir le courage de savoir et de reconnaître que, à plus de quatre-vingt-dix pour cent, nos propres dirigeants sont sources de nos misères. Ils en sont responsables en tant qu'ils sont dépourvus aussi bien d'énergie politique volontariste que de ce juste sens éthique susceptible d'« élever la nation ».

C'est seulement des racines éthiques au cœur des affaires publiques que peut germer et monter vers le ciel l'arbre national portant des branches solides et des fleurs de belles couleurs et odeurs, et aux feuillages d'air rafraîchissant pour la vie agréable du peuple entier rassemblé, affectionnant leur vivre-ensemble, travaillant en commun coude à coude en vue d'un bonheur équitablement partagé entre tous les citoyens, grands et petits, hommes et femmes, vivants et à naître.

Seul est et demeure un grand homme politique dans sa société et dans l'histoire, celui-là qui, sage, aura fait preuve de très grande volonté politique, de constante compassion sincère face aux souffrances des pauvres, et d'humilité en même temps que du courage de reconnaître les autres, ses compatriotes, comme eux aussi capables de performance autant que soi et comme dignes de jouir, comme soi-même, du droit à la vie bonne, longue et heureuse au sein de la communauté et sur la terre.

7 Voir Phambu NGOMA-BINDA, *La participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, Kinshasa, Ifep, 2005.

Le lecteur notera que le présent écrit à la fois expose les principes qui peuvent être tenus pour universels relativement à la conduite morale en politique, et trouve son ancrage dans le contexte particulier des faits et agissements des acteurs politiques de la République Démocratique du Congo.

Il fait comprendre que le respect du droit et de la morale – de la justice au sens plein du terme – est la première qualité d'un leader politique responsable. La culture du respect des lois, des textes et de la parole donnée est le cœur de l'amour de la patrie, la mère du civisme, et la source de l'État de droit démocratique.

Aucun peuple ne peut connaître du progrès réel, durable et rapide s'il se place, lucide ou stupide, en dehors de la route qui conduit à l'État de droit éthique, et s'il refuse d'accepter et d'intérioriser l'exigence de la rigueur, de la discipline, du sérieux et de la responsabilité, éthique et civique. L'exigence de discipline s'impose à chacun, et de manière particulière aux dirigeants, discipline vis-à-vis d'eux-mêmes, vis-à-vis des autres, et vis-à-vis du bien commun.

Tout acteur politique qui manque d'œuvrer, de façon efficace, à l'avènement et à la présence éternelle de la vertu morale dans son cœur et dans chacun de ses actes privés et publics n'est point digne d'être porté à la tête d'une nation aspirant à la liberté, au progrès, à la puissance, à la paix et à la dignité. Savoir gouverner, c'est porter sur sa tête spirituelle la lourde charge de l'intelligence, de l'honnêteté et de l'amour de ses compatriotes, dans la vérité et la justice.

Aux dirigeants africains, le Pape Jean Paul II conseillait naguère et continue de conseiller l'exigence de sainteté, de réveil moral, lequel est indispensable à une gouvernance politique correcte, profondément soucieuse du bien à faire pour son peuple. Dans *Ecclesia in Africa*, Jean-Paul II, cité par Jean-Basile Mavungu Khoto dit en effet :

Le plus grand défi pour réaliser la justice et la paix en Afrique consiste à bien gérer les affaires publiques dans les deux domaines connexes de la politique et de l'économie. Certains problèmes ont leur origine hors du continent et, pour cette raison, ne sont pas entièrement sous le contrôle des gouvernants et des dirigeants nationaux. Mais (...) beaucoup de problèmes du continent sont la conséquence d'une manière de gouverner souvent entachée de corruption. Il faut un vigoureux réveil des consciences, avec une ferme détermination de la volonté, pour mettre en œuvre des solutions qu'il n'est désormais plus possible de remettre à plus tard. (...). Que surgissent en Afrique des responsables politiques – hommes et femmes – saints, pour qu'il y ait de saints chefs d'État, qui aiment leur peuple jusqu'au bout et qui désirent servir, plutôt que se servir. Les fondements d'un bon gouvernement doivent être établis sur la saine base de lois qui protègent les droits et définissent les devoirs des citoyens⁸.

8 Jean-Basile MAVUNGU KHOTO, *Etre chrétien et bon citoyen. L'attitude des chrétiens face aux*

Encore une fois, nous ne pouvons jamais nous développer si nous manquons de cultiver le sens du civisme, de la moralité, et de la discipline professionnelle rigoureuse dans chacune de toutes nos actions, privées et publiques. L'accomplissement de la très noble tâche de gouverner une nation réclame la mise en œuvre d'un grand et perpétuel investissement responsable et volontariste des vertus intellectuelles et morales dans chacune de nos décisions et actions.

Quiconque n'est pas capable d'ancrer son agir dans l'humus de la vertu morale n'est point digne de diriger, et il doit, de ce fait, être démocratiquement forcé soit de devenir sage, soit de se mettre à l'écart de la vie publique politique. Pour ne point ruiner le destin des millions de compatriotes à sa charge et ne pas faire mourir sa patrie, tout dirigeant politique véritable, qui est intelligent et sage, compatissant et patriote, doit prendre au sérieux l'exigence de l'appel à la moralité comme juge suprême de ses actes. ■

autorités politiques selon Saint Paul, Kinshasa, Médiaspaul, 2009, p. 2 ; lire aussi, du même auteur : *Les Politiciens... Pour quoi faire ? Lecture et actualisation de Rm 13, 1-7*, Padoue, Imprimenda, 2006.